

Tribune Inter-Organisations à l'occasion du 25 novembre : "Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes »

Ensemble, contre les violences sexistes et sexuelles dans nos organisations !

Avec le mouvement #MeToo, la question des luttes contre les violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes partout dans la sphère publique comme dans la sphère privée a fait irruption dans le débat public. Ce mouvement a obligé la société à entendre davantage la parole des femmes et à moins tolérer ces violences, même si les mesures gouvernementales restent largement insuffisantes.

Nous, organisations syndicales et politiques, sans avoir attendu ce moment, menons dans nos structures ce même combat afin que nos relations militantes soient des relations sans oppression ni domination, car vouloir changer la société passe aussi par une transformation profonde et par la mise en place d'un environnement militant sans violence sexiste ni sexuelle.

Des cellules de veille, commissions ou collectifs existent dans nos structures afin de protéger les victimes, d'écarter et de sanctionner les agresseurs et faire vivre nos valeurs d'égalité. Car, pour permettre l'égalité entre les femmes et les hommes, nous devons faire cesser les violences à l'encontre des femmes. C'est une condition sine qua non.

Nous avons donc décidé de nous rencontrer, de nous parler, et pour la première fois de travailler ensemble afin de nous rendre plus fort.e.s notamment face à trois enjeux majeurs dans notre lutte à l'intérieur de nos organisations :

- La prise en charge des victimes et sa temporalité (syndrome post-traumatique) est un sujet incontournable. L'impact de ces violences sur les femmes est délétère, que ce soit sur leur santé physique ou psychologique ou sur leur place dans nos organisations. L'accès aux soins et à la justice devrait être garanti car trop souvent la difficulté de prise en charge se révèle être un frein réel pour les femmes.
- La mise en place d'actions de prévention et de formation contre les violences sexistes et sexuelles pour établir une culture commune non sexiste dans nos organisations. Dans ce processus, nous avons développé des partenariats avec des associations reconnues de lutte contre les violences faites aux femmes. L'Etat doit soutenir et subventionner les associations féministes engagées dans les luttes contre ces violences.
- L'itinérance des agresseurs : qu'elle soit en interne ou bien d'une organisation à une autre, cette stratégie des agresseurs leur assure à la fois un nouveau « terrain de prédation », d'échapper à la sanction et une continuité de leur impunité ; cette question est donc fondamentale. Nous nous engageons à la résoudre pour parvenir à

établir de fait un environnement global sans impunité, de la sécurité et de la confiance pour nos militant.e.s. Être volontariste sur cette problématique nous permettra aussi de visibiliser le problème des « à côté », comme la présence des agresseurs en manifestations, meetings, universités d'été...

Nous, organisations syndicales et politiques, affirmons qu'aujourd'hui comme hier les violences sexistes et sexuelles ne doivent pas trouver de place dans nos structures : Stop à l'impunité !

Nos aspirations rejoignent celles qui vont s'exprimer dans la rue à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes : nous voulons vivre dans une société où chacun.e puisse s'épanouir quels que soient son genre ou sa sexualité.

Pour cela, nous sommes prêt.e.s à changer ce monde sexiste et patriarcal !

Signataires :

- **Philippe Martinez, Secrétaire général de la CGT et Raphaëlle Manière, pilote de la cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles,**
- **Julien Bayou, Secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts et Eva Sas, Porte-Parole et Présidente d'honneur de l'ECVF (association d'él.u.es contre les violences faites aux femmes),**
- **Alice Carret et Rémy Sébille, des Jeunes Écologistes, mandataires de la Team Bienveillance du mouvement et signataire au nom du bureau exécutif,**
- **Myriam Martin et Jean-François Pellissier, co-porte-parole d'Ensemble !,**
- **Sophie Taillé-Polian, Sénatrice du Val-de-Marne, Coordinatrice nationale de génération.s et Benjamin Lucas, Conseiller régional des Hauts-de-France, Coordinateur national,**
- **Fabien Roussel, secrétaire national du Parti Communiste Français et Hélène Bidard, responsable nationale de la commission égalité femmes hommes/Droit des femmes,**
- **Léon Deffontaines secrétaire général du Mouvement des Jeunes Communistes de France et Jeanne Péchon Secrétaire nationale de l'Union des Etudiants Communistes,**
- **Hélène Lecacheux, co-coordinatrice du Parti de Gauche et Jean-Christophe Sellin, co-coordonateur du Parti de Gauche,**

- **Olivier Faure, Premier Secrétaire du Parti Socialiste et Cécilia Gondard, Secrétaire Nationale à l'égalité entre les femmes et les hommes,**
- **Emma Rafowicz, Secrétaire Nationale des Jeunes Socialistes et Lyes Bouhdida-Laserre, responsable de la lutte contre les violences sexiste et sexuelles au sein des JS,**
- **Adrien Quatennens, coordinateur du mouvement La France Insoumise et Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire,**
- **Philippe Poutou Porte-parole national du Nouveau Parti Anticapitaliste, Alice Pelletier Commission national féministe et Conseil politique nationale,**
- **Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES - FSU et Emmanuel Séchet, secrétaire général adjoint,**
- **Lucie Wyrm et Pablo Rauzy de l'Union Communiste Libertaire,**
- **Mélanie Luce, présidente de l'Union Nationale des Etudiants de France et Quentin Bourgeon, secrétaire général,**
- **Murielle Guilbert Co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires et Simon Duteil Co-délégué de l'Union syndicale Solidaires.**